

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRÉ COLOMER
123, rue Montmartre, PARIS (2^e)

ABONNEMENTS	
FRANCE	ÉTRANGER
Un an.... 80 fr.	Trois mois. 28 fr.
Six mois... 40 fr.	Six mois. 56 fr.
Trois mois. 20 fr.	Un an.... 142 fr.
Cheque postal Lentente	655-02

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Appel de l'Association internationale des Travailleurs pour le dixième anniversaire de la déclaration de la guerre mondiale

Berlin, le 16 juillet 1924.

Camarades,

Il y aura dix années, le 31 juillet, que la guerre mondiale a été déclarée. Pendant ces dix années, les travailleurs de tous les pays ont infiniment souffert.

Durant les quatre années que dura la guerre mondiale, 13 millions d'hommes ont été tués, des millions et des millions blessés et mutilés. A l'arrière, femmes et enfants furent décimés par la misère et les épidémies.

Les blessures dont a souffert le prolétariat de tous les pays pendant cette guerre ne sont pas encore cicatrisées, et déjà le sauvage nationalisme, le capitalisme avide de butin, l'imperialisme jamais rassasié de tous les pays recommencent à préparer une nouvelle guerre.

Depuis la fin de la tuerie, l'Europe, le monde entier n'ont pu trouver la tranquillité. Le Traité de Versailles ne donne aucune garantie de paix. Il est un dictat des puissances victorieuses, semblable au Traité de Brest-Litovsk entre les puissances d'Europe centrale victorieuses et la Russie des Soviets, ou au Traité de Bucarest, qui a été le triomphe de la soldatesque.

Ce sont précisément ces soi-disant traités de paix des Etats capitalistes qui ont toujours été les points de départ de complications guerrières, comme le prouve une fois de plus le développement d'une voix de revanche en Allemagne, en face de l'occupation de la Ruhr.

Bien que maintenant ce soient d'autres puissances qui dominent en Europe, le monde n'a pas trouvé la tranquillité. Les préparatifs de guerre ne diminuent pas, mais augmentent. Il y a actuellement davantage de soldats sous les armes qu'avant la guerre mondiale. Le développement de la chimie de guerre, durant ces dernières années, a amené la découverte de nouveaux gaz et explosifs qui dépassent de beaucoup en horreur et rejettent bien loin dans l'ombre les engins meurtriers qui existaient déjà. Les agencements des flottes aériennes prennent des dimensions gigantesques. Tout, en un mot, tend vers une nouvelle guerre. L'esprit nationaliste se renforce dans la même proportion que s'accroît la production du matériel de guerre. La défaite des insurrections révolutionnaires en Italie et en Allemagne, la déresse du prolétariat et l'impuissance des organisations révolutionnaires d'aider les masses pour atteindre au socialisme ont donné la possibilité de se développer à un mouvement radical de droite, mettant en grand danger le mouvement ouvrier libertaire. Les aventuriers qu'a fait naître la guerre et qui veulent continuer la vie de gendarmes du pays se sont unis en corps francs modernes, armés et entraînés par les classes dirigeantes pour tenir la classe ouvrière en échec. Ainsi se ferment le fascisme en Italie, le parti « Deutscheschule » en Allemagne, la dictature de Primo de Rivera en Espagne, le Ku-Klux-Klan en Amérique.

Les violents événements de 1914 ne nous ont pas apporté la liberté et le bien-être, mais ont, au contraire, renforcé la réaction, augmenté le militarisme et amoindri les moyens d'existence des ouvriers. Le capitalisme, qui fut aussi sans doute soumis à de grandes secousses, s'est maintenu, et il exerce aujourd'hui une exploitation plus éhontée que jamais.

L'œuvre du mouvement ouvrier révolutionnaire doit être de sauver le prolétariat d'une nouvelle guerre qui apportera avec elle la ruine de toute culture.

Le X^e anniversaire de la déclaration de guerre doit être un jour de grandes protestations.

Ce jour-là, le prolétariat devrait chômer dans le monde entier pour montrer, par une grève générale de fait de vingt-quatre heures, qu'il ne veut pas se sacrifier aux intérêts du capitalisme ou à la folie du nationalisme.

Malheureusement, les chefs du mouvement réformiste — les mêmes qui, pendant la guerre mondiale, appellent les masses à l'« Union Sacrée » — ont entravé l'action antiguerrière et ont condamné ce mouvement plein d'espoir à être presque sans importance. La Fédération Syndicale Internationale d'Amsterdam fut de l'opinion que le jour du Traité de Versailles était préférable pour une protestation antiguerrière, parce

que tous les éléments qui sont contre ce traité y prendraient part aussi. Or, ces éléments sont justement les militaristes et les nationalistes des Etats qui ont perdu la guerre et qui propagent l'idée d'une guerre de revanche ! Pourtant, le Traité de Versailles ayant été signé en novembre, et cette époque n'étant pas propice pour des manifestations, il fut décidé de choisir un jour neutre, en septembre.

Les socialistes ont, cette fois encore, comme déjà souvent auparavant, divisé les masses, affaiblissant leurs forces et donné la prééminence aux nationalistes. Il est clair que, par la division des manifestations contre la guerre, au 3 août et au 20 septembre, la force de ces manifestations est endiguée et que la lutte contre la guerre a souffert un sensible dommage.

Cette faiblesse de la lutte internationale du prolétariat contre la guerre est encore augmentée par l'attitude de la III^e Internationale Communiste et de son successeur l'Internationale Syndicale Rouge. Ces deux organisations ne sont que des organes utilisés pour la politique extérieure du gouvernement russe. Aucun gouvernement ne peut rejeter la force armée et la guerre comme ultime moyen de défense. A cet effet, les Internationales de Moscou ne se dressent pas contre la guerre en elle-même, mais seulement contre la soi-disant guerre impérialiste. Aussi est encore détournée de la lutte contre la guerre la partie de la classe ouvrière qui suit le drapeau du parti communiste.

Cette triste pulvérisation des forces du prolétariat dans tous les pays détermine une grande perte de forces dans la lutte contre la réaction et les dangers de guerre.

L'Association Internationale des Travailleurs est autant dire presque seule dans sa lutte contre le militarisme. Nous ne pouvons compter encore que sur tous les antimilitaristes de tous les pays et les saints instincts des masses qui viendront à nous si l'heure est décisive. Nous ne nous dissimulons pas que nos forces en Europe ne suffisent pas encore pour entraîner tout le prolétariat à l'action. L'influence des réformistes d'Amsterdam est malheureusement encore trop forte en Europe. Nous appelons, malgré tout, la classe ouvrière de tous les pays à manifester en masse contre la guerre, le jour du dixième anniversaire de la déclaration de la guerre mondiale, afin de crier bien haut leur répulsion contre toute nouvelle guerre quelle qu'elle soit, contre les armées permanentes, contre tous les militarismes.

Les travailleurs doivent se refuser à

fabricier des armes ou tout ce qui peut servir au meurtre organisé des peuples. Aussitôt qu'il y a menace de guerre, les mineurs doivent arrêter la production, et les ouvriers des transports entraver l'expédition des troupes. Quant aux soldats, prolétaires en uniforme, il faut leur dire d'anéantir les armes qui leur ont été mises entre les mains, ou bien de les diriger contre ceux qui les leur ont données et qui veulent les envoyer à la boucherie.

Mais avant tout, il faut mettre les femmes, mères et compagnes en garde contre une nouvelle lutte sanguinaire entre les peuples, à laquelle est intéressée une petite minorité de privilégiés. Veulent-elles éviter la mort et l'assassinat de leurs compagnons, de leurs fils ? Alors elles doivent entrer dans l'arène et s'organiser en masses pour lutter contre les massacres futurs.

Guerre à la guerre, tel doit être le cri de ralliement des femmes de tous les pays. Ce n'est qu'une infatigable agitation qui pourra protéger le monde de nouvelles tueries et de leurs profiteurs. Prolétaires, nous constatons encore une fois, devant le Forum du Proletariat mondial, que la responsabilité d'une nouvelle guerre retombera sur tous ceux qui, pour une raison ou pour une autre, ont volontairement omis de vous appeler à éviter cette catastrophe par une intervention de fait, et qui, par tous les moyens, cherchent à vous détourner de cette action.

L'Association Internationale des Travailleurs n'a pas ménagé aucune tentative et continue dans le futur à faire l'impossible pour éviter une nouvelle guerre. Il est du devoir du prolétariat de tous les pays de répondre à notre appel, et du devoir de chacun de se donner tout à la lutte pour sa libération. Fidèles au mot d'ordre de la Première Internationale, nous rappelons aussi au prolétariat de tous les pays que la libération des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

L'Association Internationale des Travailleurs.

Nous sommes des contre-révolutionnaires,

Mais...

Tchitchérine alla déjeuner en habit de gala avec le roi d'Italie lors de la Conférence de Gênes.



LE FAIT DU JOUR

A la Daudet ou à la Mussolini

Une dépêche de Rome nous apprend qu'un M. Farinacci, député fasciste-extremiste, publie dans l'Imperio et dans le Giornale d'Italia, une version « sensationnelle » de l'assassinat de Matteotti. Selon ce mussolinien authentique, ce coup serait l'œuvre des bolcheviks et le commandeur Rossi ne serait qu'un agent de Moscou. Ainsi, Matteotti n'aurait été « supprimé » qu'afin de provoquer l'écroulement du fascisme.

Eh ! mais, les camarades, voici une façon d'interpréter les événements qui nous est pas inconnue. Quotidiennement, non plus par une dépêche de Rome, mais à la lecture d'un journal de la rue de Rome, nous dégustons d'assez abracadabrant et calomnieuses hypothèses. Les fascistes-extremistes ne sont que les imitateurs de nos réactionnaires-extremistes. M. Farinacci n'est qu'un disciple de Léon Daudet. Même facilité de prestidigitation à substituer aux assassins les propres amis ou admirateurs de la victime. Même malhonnêteté à jeter dans les mains de leurs adversaires les cadavres qu'ils ont faits.

Matteotti victime de Mussolini se mue, sous la baguette de Farinacci, servant de Mussolini, en victime des ennemis de Mussolini.

L'anarchiste Philippe Daudet, venu au Liberto par exécration des doctrines paternelles et victime de la Police de l'Etat français, se transforme sous la plume de Léon Daudet en victime des anarchistes.

Synchronisme troublant, monsieur Léon Daudet.

Et, pour accentuer l'identité des méthodes entre les fascistes et le camelot du roi, Mussolini ne s'est décidé à faire rejeter sur le dos de ses adversaires le cadavre de son père redoutable adversaire, qu'après avoir tout tenté pendant plus d'une semaine pour escamoter le cadavre, tout comme Léon Daudet ne s'est mis à nous activer du mystère de Philippe qu'après avoir tout mis en œuvre, durant plusieurs jours, pour faire croire à la mort naturelle de son fils, à la suite d'une courte maladie. Devant nos révoltes, l'ignoble politicien français s'est décidé seulement à avouer une partie de la vérité — la mort tragique de son fils — tentant d'en recouvrir les autres parties sous le voile noir de ses mensonges, de ses calomnies, de ses feintes folies.

Mêmes méthodes, mêmes hommes.

Mais pour nous préserver de ces assassinats, pour ne plus subir ni les crachats, ni les coups qu'ils nous portent à l'abri des autorités, nous savrons bien, nous aussi, en Italie comme en France, employer les mêmes méthodes.

Et il pourra y avoir d'étranges synchronismes à constater.

Goldsky ne sera pas libéré

Dans sa dernière audience, la Chambre des mises en accusation a rejeté la demande de mise en liberté dont l'avait saisie Jean Goldsky, l'un des condamnés de l'affaire du Bonnet Rouge et qui est en instance de révision.

C'est par cette note laconique d'agence que nous apprenons le sort fait par les magistrats du Bloc des gauches à la légitime revendication de Jean Goldsky.

Condamné dans des conditions abominables par les membres du Conseil de guerre à la dévotion d'Ignace-le-Hideux, au moment de la vague de répression imaginée par le vieux Tigre, Goldsky demanda toujours la révision de son procès, qui fut jugé en dehors de toutes garanties — même de celles accordées par le Code bourgeois.

Le Bloc des gauches se fit une amie de ce cas pour combattre Poincaré — et, maintenant qu'il est au pouvoir, va-t-il adopter la même conduite que celle de ses prédécesseurs ?

À São-Paulo les insurgés ont capitulé

Rio de Janeiro, 28 juillet. — On annonce officiellement que les rebelles ont capitulé et qu'ils ont évacué São Paulo.

On sait que le Gouvernement, désireux de mettre fin à la révolution, était décidé à détruire São Paulo si les insurgés ne s'étaient pas soumis. Quoique dans différents Etats, plusieurs régiments se soient mutinés, on peut considérer la révolution comme virtuellement domptée et terminée.

Il ne s'agissait en effet que d'un conflit entre la politique centralisatrice du président Bernadete et les tendances féodalistes des Etats riches comme ceux de Bahia, Rio Grande et São Paulo.

Et de pauvres diables qui ne peuvent refaire rien de bon de l'affaire se firent tirer pour les intérêts d'un camarilla, aussi exécrable de n'importe quel côté qu'elle se trouve.

Les inondations et le choléra aux Indes

On écrit de Madras que les inondations dans l'Inde méridionale deviennent de plus en plus formidables. La rivière Cauveri est montée de dix mètres. De nombreuses villes et villages sont inondés. A Calicut, plus de mille maisons se sont effondrées. Les communications avec Malabar sont coupées. Au total, plus de 10.000 maisons se sont écroulées et de nombreuses vies ont été perdues.

On mandate de Allahabad que les pluies ont causé une recrudescence de choléra à Bihar et à Orissa, dans le Bengale.

Pour réfuter les fantaisies d'Herclet sur la pensée de Kropotkin

Herclet, renégat anarchiste et domestique de Moscou, ayant dans un article, paru dans « La Vie Ouvrière », dénaturé la pensée de Kropotkin, se fait moucher par le camarade Atabekian dont « Le Libertaire » contient récemment les détails avec la Justice russe.

Dans la crainte que ce malheureux Herclet ou « La Vie Ouvrière » ne veulent insérer la mise au point d'Atabekian, on nous prie de la publier en totalité ou en partie dans « Le Libertaire ».

Nous publions en totalité, assurés que nos lecteurs auront plaisir à entendre remuer des souvenirs se rapportant aux derniers moments de la vie du grand théoricien de l'anarchisme, et cela, malgré que nous voyons poindre par instants dans la relation d'Atabekian le bout de l'oreille patologique de Kropotkin :

Moscou, le 2 juin 1924.

Camarade Herclet,
C'est par hasard que j'ai eu connaissance de votre « Lettre de Russie », insérée dans le numéro 257 de « La Vie Ouvrière », dans laquelle vous rendez compte d'une conversation avec moi, et dont vous tâchez de déduire : « Quelle était la pensée réelle de Kropotkin sur la révolution russe d'octobre. »

Tout en rendant justice à votre désir de traduire fidèlement notre conversation, je constate que malheureusement vous avez mal atteint votre but. Il ne pouvait en être autrement puisque notre conversation avait un tout autre sujet que de vous éclairer sur les vues propres de Kropotkin sur les événements historiques des dernières années de sa vie. Elle avait pour but de vous prouver l'injustice des persécutions dont je suis l'objet depuis 1919 de la part de la sûreté d'Etat (Vé-Sheka et guépéon) et contre lesquelles je sollicitais votre appui de représentant du mouvement ouvrier français. Je sais l'occasion pour vous mercier publiquement de votre bonne vo-

lonté, vous avez fait tout votre possible pour ma défense ; ce n'est pas de votre faute si les résultats sont jusqu'à présent nuls.

Mais revenons aux pensées de Kropotkin sur la révolution d'octobre. Vous avez eu tort de ne pas m'en demander directement un exposé écrit. Cela vous aurait fait éviter les rectifications et précisions ci-dessous que je vous prie de faire insérer dans le même journal. Des millions de travailleurs par le monde entier lisent les œuvres de Pierre Kropotkin et assimilent ses idées. Vous avez donc exagéré en me nommant « presque son exécuteur testamentaire », ce sont ces millions de lecteurs qui sont ses véritables exécuteurs testamentaires.

Je tâcherai d'être bref. Un exposé ample dépasserait les dimensions d'un article de journal et s'écarteraient trop de la ligne politique de « La Vie Ouvrière ».

Lorsque Kropotkin, aux premiers coups de canon de la révolution d'octobre, avait dit : « On enterre la révolution russe », ses proches, et moi du nombre, nous avions compris que la révolution dégénérât en lutte pour le Pouvoir au lieu de se poursuivre dans les masses populaires par des transformations solides et durables. Jamais il n'a dit « qu'il valait mieux un pouvoir faible qu'un pouvoir fort ». Vous lui attribuez une opinion qui m'est personnelle.

Tout de suite après la Révolution d'octobre, quand les bolcheviks se mirent à proclamer, comme d'une corne d'abondance, leurs décrets inauguraux du communisme immédiat (vous savez qu'actuellement ils rabaiscent leur prodigieux élan révolutionnaire du début jusqu'à le qualifier de « communisme de guerre »), ils avaient conquis par la toutes les sympathies de Kropotkin.

« N'importe si ce qu'ils ont entrepris est irréalisable par des procédés d'Etat, disait Kropotkin à cette époque, ils ont lancé les

grands principes, nos principes à nous, anarchistes-communistes, dans la masse populaire ; ce sont des niveaux, ils ont pas des principes aux faits."

" Vous voyez d'ici que Kropotkine n'aurait jamais approuvé la phase actuelle de la « Révolution », quand on révèle officiellement (au 13^e Congrès du Parti dirigeant) qu'il y a des communistes, membres de Paris, qui touchent 1.000 à 2.000 roubles-or de traîtement par mois, ce qui équivaut à 2.650 à 5.300 francs-or."

" Vous vous intéressez spécialement à ce que pensait Kropotkine de l'Armée Rouge et de la défense de la Révolution. Il ne pouvait apprécier l'Armée Rouge telle qu'elle est actuellement, parce qu'elle était aux pouvoirs d'apprecier l'Armée Rouge telle qu'elle est de la défense de la Révolution. Il ne débuts de son organisation quand Kropotkine est mort. Je crois qu'il aurait été tolérant pour elle comme il l'a été pour l'ancienne armée. Il cosidérait, en effet, à l'échelle actuelle du développement de l'humanité, la défense d'un pays comme une faction publique tout aussi nécessaire que le service postal, par exemple. Il ne niait pas l'utilité de la défense nationale parce que ce service est monopolisé par l'Etat, de même il admettait, à défaut de mieux, la défense armée de chaque pays, même quand elle est organisée par l'Etat, quel qu'il soit."

" Vous avez tort d'écrire que « Kropotkine n'était en fin de compte qu'un démocrate et un pacifiste ». Vous employer certainement ces expressions dans le sens bourgeois des mots. Pacifiste, il l'était, certes, mais un pacifiste qui sait se défendre lorsqu'il l'attaque ; il a fallu passer par la « paix » de Brest-Litovsk pour amener les bolcheviks à la même conviction. Quant à la démocratie, je ne crois pas que vous vous soyiez plaints qu'en certains pays de dictature bourgeois vous puissiez librement, ou presque, exposer et préparer vos idées. Les coups d'épée des poursuites judiciaires ne sont rien en comparaison du régime d'arbitraire, auquel nous sommes astreints en Russie. Est-ce au libéralisme de Poincaré et autres Tigres, que vous devez votre liberté de parole ou « un peuple qui fait respecter ses droits », ce peuple que vous ironisez dans votre lettre ?

" Si vous voulez juger de l'évolution des idées de Kropotkine sur l'Armée et la défense — question qui, paraît-il, vous tient spécialement à cœur — vous pouvez le faire d'après le fait suivant. En 1918, j'avais présenté à son appréciation une épreuve d'article où se trouvait ce passage :

" Nous ne prétendons pas résumer l'évolution de la pensée anarchiste sur la guerre mondiale. Actuellement, nous sommes aussi loin du pacifisme naïf des uns que de la fusion sans réserve avec les organisations gouvernementales en lutte, préconisées par les autres. » En regard des mots soulignés, Kropotkine avait écrit : « C'est juste !

Maintenant, si vous rapprochez de ce fait que l'annee suivante il a envoyé à Makhno une lettre de sympathie et d'encouragement pour la lutte épique à main armée qu'il menait alors avec ses volontaires contre l'invasion de l'armée du Kaiser, contre Petlura et autres réactionnaires établis, vous pouvez vous apercevoir comment Kropotkine, « pacifiste et démocrate », entendait la défense du pays et de la Révolution.

J'ai hâte de finir pour ne pas abuser d'un organe d'adversaires. Si les idées authentiques de Kropotkine sur la Révolution d'octobre intéressent réellement la rédaction de *Vie ouverte*, je suis prêt à les développer dans d'autres articles.

Une remarque encore, cependant.

Vous avez été injuste envers la veuve de Kropotkine. Avant de traîner son nom dans la presse, il fallait au moins aller la voir personnellement — c'était si facile pour vous — mais vous avez préféré recueillir les bavardages de pauvres gens.

Si la compagnie de Kropotkine critique l'ordre social actuel, j'estime qu'elle use de son droit. Mais elle ne prodigue point à tout venant ses « lamentations » personnelles malgré son état matériel très précaire. Au contraire, elle rend toujours, quand l'occasion se présente, justice de la prévention des autorités envers Kropotkine. Vous savez que si elle ne touche pas une pension de l'Etat, comme tant d'autres membres de familles de révolutionnaires, la faute n'en est pas au gouvernement, c'est elle-même qui n'en veut pas.

Un trait qui caractérise suffisamment la ligne compagnie du grand révolutionnaire : lorsqu'elle s'est rendue à Berlin, il y a deux ans, elle a été assaillie par des reporters de journaux bourgeois, sollicitant une interview ; elle leur a répondu tout court : « Si mon mari et moi, nous critiquons le socialisme d'Etat soviétique, sachez bien que nous détestions davantage encore le régime capitaliste ! »

Salut révolutionnaire.

A. ATABEKIAN.

Un ballon est trouvé en pleine mer et on ignore tout du sort de l'équipage

Marseille, 28 juillet. — La station radiotélégraphique de Marseille a reçu ce matin le message suivant, transmis par le vapeur anglais « *Lucessestershire* » :

« Avons attrapé et ramené à bord un ballon français de la Société « *Zodiac* » n° 1284. Personne à bord. Nous cherchons dans les environs par latitude 42°30 nord longitude 6°33 est. »

La station radiotélégraphique essaye de s'informer s'il s'agit d'un sphérique ou d'un ballon du type dirigeable. On pense qu'il s'agit de l'un des ballons partis hier de Lyon pour disputer le Grand Prix de l'A.C.F. On espère, en tout cas, que le ou les passagers ont pu être secourus par une barque ou par un navire avant d'abandonner leur nacelle.

VIENNE DE PARAÎTRE :

LE COUPLE

par

Victor MARGUERITE

En vente à la Librairie Sociale, 9, rue Louis Blanc, Paris (10^e). Prix : 7 fr. 50 francs ; recommandé : 8 fr. 35. Chèque postal M. Jouot

Le drame d'être deux

Je viens de parcourir, peut-être avec hâte, le nouveau livre que notre camarade Han Ryner vient d'écrire, de concert avec Madame Aurel, et qui a pour titre : *Le drame d'être deux*.

Dans un article daté de décembre 1923 et publié dans un hebdomadaire italien des Etats-Unis, mon ami Enzo de Villafranca écrit : L'individualisme de Han Ryner est une masturbation intellectuelle. « Voilà en une ligne, porté par un homme que la brutalité fasciste contraint à s'exiler, un jugement trop sommaire pour être définitif. L'individualisme de Han Ryner vous pousse à vous construire, en voire pour intime, des fortresses où vous vous sentez à l'abri des attaques furieuses de vos adversaires et des assauts insinuants de vos flâneurs. L'individualisme de Han Ryner besogne en votre intérieur, voilà la vérité. Aussi, quand, encore en une seule ligne et immédiatement après la phrase que je viens de citer, Enzo de Villafranca écrit : « Supérieur au siens est indubitablement l'individualisme de Frédéric Nietzsche », il commet un jugement aussi précipité et aussi peu définitif. Il y a des tempéraments qui s'assimilent davantage l'individualisme du chantre de Zarathoustra ; il en est d'autres qui s'accordent mieux du sourire de l'auteur du *Père Diogène*. Ni celui-ci ni celui-là d'individualisme ne me goutent absolument ni me satisfisent, quoique je me sente bien proche, à certaines heures, de l'individualiste qui proclame (page 171) : « Le moi seul est aimable... ». Le moi seul est modeste... ». Dire moi, c'est en reconnaissant qu'en sont différents, accepter que les autres soient différents... Et c'est encore renoncer à décrire l'évolution humaine d'après sa propre évolution. Pour insignifiante que cette dernière ligne paraisse, je n'empêche qu'elle scelle la pierre sur le tombeau de toutes les dictatures. Chez Nietzsche, malencontreusement, on trouve la justification de toutes sortes de dictatures : politiques, économiques, éthiques. Madame Aurel n'a pas tout à fait tort quand elle écrit (page 171) : « Il est la femme du Christ ; sans le Christ, pas de Nietzsche ». Malgré tout, Nietzsche est un

Comment Han Ryner a pu échanger une si longue correspondance avec une dame qui (page 48) vient tout gentiment raconter qu'elle « plaint ses parents qui trouvent intérêt d'être le m'ître, car n'aime que le chef », cela m'est un mystère. Il faut être une femme bien ordinaire pour avoir écrit pareille phrase. Certes, je ne veux pas me mêler des fréquentations de Han Ryner et je n'aimerais certes pas qu'il fit mine de se mêler des miennes, mais je l'aime trop pour ne pas lui déclarer franchement que j'usse aimé mieux lui voir pour correspondante — puisque femme mariée il y avait — une brave luronne condamnée cinq ou six fois pour bi ou tricherie. Je sais bien que « l'amour est aveugle », mais le nationaliste et le lapidisme de Madame Aurel s'apparent quand même mal avec les opinions de celui qui nous donne *Le crime d'obéir* et *Le Sphinx Rouge*. Je ne puis oublier, à Han Ryner, que ces deux livres furent pour quelque chose dans son « initiation à moi-même ». Je ne puis m'empêcher de sourire de voir répéter, dans un livre où s'affiche votre nom, cette boutade du docteur Pinard, « que la circulation du sang n'est pas complète chez la femme qui n'a pas eu quatre enfants ». Qu'on se renseigne auprès des vrais spécialistes des maladies féminines, ils vous diront quels troubles sanguins les grossesses et leurs suites produisent chez maintes martyres de la maternité... Je le dis franchement, je voudrais voir Han Ryner ailleurs que dans le salon de Mme Aurel. Je ne crois pas que j'y eusse rencontré Diogène, car la dame de céans n'est peut-être pas un philosophe qui fit l'amour en pleine rue. Sa prose me la montre incapable de comprendre toute la noblesse distante du geste du grand cynique.

Pourquoi intituler ce recueil de lettres : *Le drame d'être deux* ? Autre mystère. Han Ryner et Madame Aurel n'ont jamais vainement ni partagé la même couche, que je sache. Ils n'ont jamais constitué un couple, jamais vécu en commun, jamais été « deux ». Ils sont tout le temps demeurés étrangers. Et c'est si vrai que l'on sent des ombres se mouvoir derrière le rideau d'arbres qui borde la clairière où se livre ce duel épistolaire. Madame Aurel a le cœur rempli de ses deux maris et nous apprend sur leur compte toutes sortes de détails qui n'ont rien à faire avec ses entretiens avec Han Ryner ; le cœur et la pensée de ce dernier ne peuvent se détacher du souvenir de Jacques Fréhel. Il se peut que j'eusse lu, par curiosité, la correspondance de Madame Aurel, du surajouté. Me trompé-je ?

Mais le « *Drame d'être deux* » ne contient pas seulement que la magnification de l'amour platonique ou de l'amour agame.

On y croise à chaque page du Han Ryner

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

A travers le Monde

CE QUI SE PASSE

L'occupation franco-belge de la Ruhr semble jouer actuellement un rôle prépondérant dans la discussion à la Conférence de Londres.

Les financiers veulent l'évacuation immédiate comme condition à leur aide bancaire ; et Herriot veut bien consentir à la coopération américaine, sous réserve qu'il conserve ses droits d'action indépendante sur la rive gauche du Rhin.

Comme on le voit, la question est assez épique pour qu'un accord devienne difficile, pour ne pas dire impossible.

Les premiers ministres se sont réunis hier à dix heures à Downing street.

La première commission (manquements et sanctions) s'est assemblée à onze heures et a examiné les diverses questions qui ont été soulevées ces jours derniers dans les conversations officieuses touchant les garanties supplémentaires que demandaient les représentants des banquiers. La proposition Theunis, dont il avait été question pour donner satisfaction à ceux qui trouvaient insuffisantes les garanties contenues dans le projet de protocole établi le 19 juillet par la première commission, n'a pas été adoptée. Certaines propositions émanant des représentants américains dans cette commission ont été déposées ce matin.

La première commission s'assembla de nouveau à trois heures pour les étudier. C'est dans cette commission que se pose actuellement le problème central de la conférence. On parait plus favorablement disposé à admettre une solution assez conforme au projet de protocole du 19 juillet, à la suite des déclarations qui ont été faites, d'une part, par M. Morgan à New-York, d'autre part, par M. Harjes à Londres.

Le rapport de la seconde commission, comme il a déjà été dit, doit être examiné par la conférence plénière, la seule question réservée étant celle du maintien de chemins de fer et belges sur les réseaux des territoires rhénans occupés.

Comme on peut s'en rendre compte, tout dépend de l'obstination d'Herriot à suivre la politique de Poincaré.

Il est vrai que, roulé pour roulé, le Proletariat mondial n'y gagnera rien !

L.R.

BRÉSIL

L'INSURRECTION MILITIAIRE

On manie de Buenos-Aires :

Le bombardement de São-Paulo, qui avait été interrompu pendant quarante-huit heures pour permettre aux civils de quitter la ville, vient d'être repris avec une plus grande intensité. Comme il ne reste pas de civils, en déclare officiellement que le gouvernement a l'intention de forcer les rebelles à se soumettre ou de réduire São-Paulo en ruines, bien que l'artillerie ait reçu pour instructions d'épargner autant que possible les bâtiments appartenant à des étrangers.

On déclare encore officiellement que les fédéraux ont repris une partie de São-Paulo et avancent lentement, protégés par un tir de barrage d'artillerie.

Des éditions spéciales du journal *Prensa* déclarent que les ministres espagnol et allemand ont fait savoir à leurs nationaux actuellement à São-Paulo qu'ils doivent rester neutres.

On télégraphie de New-York à l'agence Radio :

Bien que les communiqués brésiliens continuent à déclarer qu'à part São-Paulo, tout le reste du Brésil est calme, des messages émanant des consuls américains annoncent que l'état de siège a été proclamé dans les provinces du Rio-Grande-do-Sul, Santa-Catarina, Serjipe et Bahia.

On signale que dans différents Etats plusieurs régiments se seraient mutinés.

ANGLETERRE

LE TRAITE COMMERCIAL ANGLO-RUSSE

Londres, 28 juillet. — On confirme que le nouveau traité commercial anglo-russe, dont les termes viennent d'être arrêtés, donne au gouvernement des Soviets le droit de réclamer les 10 millions de livres ster-

ling or déposées à la Banque d'Angleterre par différents gouvernements tsaristes.

Ce fait provoque une vive indignation dans les milieux financiers de la Cité qui auraient demandé au gouvernement travailliste que la clause en question soit examinée par des juristes de la Couronne.

On fait ressortir d'autre part que s'il est admissible que le dépôt en question soit porté au crédit de la Russie il devra avant tout être utilisé pour amortir les dettes russes envers la Grande Bretagne.

Dans les meilleures gouvernementales on ne démonte pas l'existence de la clause en question.

Cependant, M. Ponsonby a déclaré que le traité anglo-russe tout entier, viendrait en discussion aux Communes avant la fin de la session, et qu'il ne serait pas signé avant d'avoir été approuvé par le Parlement.

LE TRAITE ANGLO-IRAKIEN

Le traité d'alliance entre l'Angleterre et l'Irak que la Chambre des communes va être invitée à ratifier le 29 juillet, en même temps qu'elle devra voter des crédits s'élevant à 4.750.000 livres sterling pour les services de Mésopotamie, provoquera, sans doute, un vif débat. L'opinion libérale n'hésite pas, dès maintenant, à attaquer ce traité, déclarant qu'il est contraire à la volonté des masses arabes de l'Irak, et qu'il n'a été ratifié par l'Assemblée de Bagdad que sous l'effet d'une pression non seulement morale, mais encore physique, un certain nombre de députés ayant été expulsés de la salle avant ce vote capital. On se rappelle que l'Assemblée de Bagdad était presque unanimement hostile au traité en question et qu'elle ne l'a ratifié qu'après avoir reçu une lettre de M. Mac Donald déclarant que, en cas de non-ratification, il rétablirait purement et simplement un régime de gouvernement colonial en Mésopotamie.

Le *Westminster Gazette*, qui rappelle aujourd'hui ces faits, révèle, ce que l'on savait déjà parfaitement, que le présumé plébiscite par lequel l'émir Faïçal, fils du roi du Hedjaz, a été couronné roi de l'Irak, était un trompe-l'œil, et n'a jamais représenté les vœux des Mésopotamiens.

A TRAVERS LE PAYS

UN VOITURIER MEURT ETOUFFE SOUS SON CHEVAL

Dijon, 28 juillet. — En rentrant de Dijon à Rouvres, M. Panouillet, messager, descendit de voiture pour prendre à la bride son cheval qui refusait d'avancer. La bête se cabra, renversa le voiturier et retomba lourdement sur lui. Le malheureux fut étouffé, sans que sa femme et l'un de ses amis qui se trouvaient dans le véhicule eussent pu lui porter secours.

LES ACCIDENTS DE LA ROUTE

Rodez, 28 juillet. — Une automobile conduite par le docteur Tarbile, de Castelnau-de-Mandailles, a heurté le parapet d'un pont établi sur la route de Saint-Côme, et fut précipitée dans un fossé.

Le docteur Tarbile a été grièvement blessé.

Une autre capote

Agen, 28 juillet. — Sur la route de Toulouse à Villeneuve-sur-Lot, une automobile conduite par M. Constant, de Sainte-Livrade, a capoté pour une cause encore indéterminée.

M. Munier, instituteur adjoint à Sainte-Livrade, qui avait pris place dans la voiture, eut la colonne vertébrale brisée, et succomba peu après.

Deux autres voyageurs ont été blessés.

PAUVRES FEMMES !

Vichy, 28 juillet. — La police a arrêté Pauline Caja, Mimonde Seguin et Jeanne Gariois, pour vol de coupons de soie, qu'elles dissimulaient sous leurs manteaux, dans les magasins de nouveautés.

Confrontées, les trois femmes prétendent ne pas se connaître, mais comme elles possédaient chacune un billet de retour pour Paris portant des numéros consécutifs, on put en déduire que ces billets avaient été pris en même temps. Le montant des vols commis à ce jour s'élève à environ 6.000 francs.

Elles auraient dû se faire recommander par un personnage important ; on aurait dit que c'étaient des victimes de la kleptomanie !

SEPTUAGENAIRE ASSASSINÉE

Le Mans, 28 juillet. — On a découvert, ce matin, assassinée à son domicile, au hameau de Chanteneuse, Mme Chevalier, rentière, âgée de 75 ans.

La malheureuse fut tuée d'une balle de revolver qui, tirée du dehors, brisa le carreau de la fenêtre, pénétra sous le sein gauche et ressortit par le dos. Tous les meubles avaient été foulés.

C'est le fils de Mme Chevalier, venu ce matin pour voir sa mère, qui trouva le cadavre gisant sur le sol.

LE CONGUBINAGE

Un meeting politique à Bordeaux

La C.G.T.U. a tenu un meeting à l'Alhambra le 26 juillet pour l'amnistie, contre la guerre et contre la dictature bourgeois. Le soi-disant communiste Crispel, ne disposant pas ce soir-là, de toutes ses facultés vocales s'excusa devant cinq cents personnes, de ne pouvoir prendre la parole, mais trouva quelques lucides pour prendre la présidence.

Midel, conseiller municipal de Paris, fit la parole au nom de la C.G.T.U., mais on s'aperçut très rapidement que ce n'était pas du nom de celle-ci, mais pour le Parti des Masses qu'il prétorait. Il continua en critiquant l'amnistie du Bloc des gauches, dite amnistie à l'Allemagne nous doit, un pacte de garantie pour remplacer la sécurité que nous valait l'occupation de la Ruhr.

Rebeyrol prit la parole à son tour et compléta le discours de son camarade du parti Beni-oui-oui. Il parla de l'éducation de l'enfance, ainsi que de la dictature bourgeois, et donna une conception quelconque de la théorie marxiste. Au sujet des emprisonnés, il parla du maire Philpart et termina par l'appel traditionnel pour la C.G.T.U. et le parti des Masses.

Un cheminot parut à la tribune et demanda certaines explications à Midel à propos de l'Unité syndicale. Midel répondit, mais alors quelle salade ! Il se déclara partisan de l'Unité, à condition que la C.G.T.U. ait la majorité. Ce n'est pas mal trouvé, et si les orthos sont en minorité eh bien ! c'est simple, ils ne feront pas l'union syndicale. C'est le meilleur moyen de vouloir une chose, tout en ne la voulant pas.

Mais voilà le bouquet : un camarade l'interpellait au sujet des emprisonnés de Russie. Midel répond que le gouvernement des Soviets, où soi-disant tel, est obligé de prendre des précautions contre les contre-révolutionnaires, c'est-à-dire contre les vrais révolutionnaires, de ne pas penser comme eux, et de ne pas accepter la dictature d'un parti politique.

Nous autres, syndicalistes autonomes, apprenons encore une fois Midel, ce n'est pas contre la Révolution russe et contre les Soviets que nous combattions, car les Soviets sont des organisations essentiellement Féderalistes. C'est uniquement contre la dictature d'un parti politique qui a le toupet de s'arroger le titre de République des Soviets et de vouloir parler au nom du prolétariat qu'il opprime. Ce pouvoir, en réalité, agit comme tous les gouvernements bourgeois.

Une autre capote

Agen, 28 juillet. — Sur la route de Toulouse à Villeneuve-sur-Lot, une automobile conduite par M. Constant, de Sainte-Livrade, a capoté pour une cause encore indéterminée.

M. Munier, instituteur adjoint à Sainte-Livrade, qui avait pris place dans la voiture, eut la colonne vertébrale brisée, et succomba peu après.

Deux autres voyageurs ont été blessés.

PAUVRES FEMMES !

Vichy, 28 juillet. — La police a arrêté Pauline Caja, Mimonde Seguin et Jeanne Gariois, pour vol de coupons de soie, qu'elles dissimulaient sous leurs manteaux, dans les magasins de nouveautés.

Confrontées, les trois femmes prétendent ne pas se connaître, mais comme elles possédaient chacune un billet de retour pour Paris portant des numéros consécutifs, on put en déduire que ces billets avaient été pris en même temps. Le montant des vols commis à ce jour s'élève à environ 6.000 francs.

Elles auraient dû se faire recommander par un personnage important ; on aurait dit que c'étaient des victimes de la kleptomanie !

H. LAVEAU.

— MM. de Chandour et du Châtelat, répond Gentil, son vieux valet de chambre. Elle rentra dans son boudoir, pâle et tremblante.

— S'ils vous ont vu ainsi, je suis perdue, dit-elle à Lucien.

— Tant mieux ! s'écria le poète.

Elle sourit ce cri d'égoïsme plein d'amour. En province, une semblable aventure s'aggrave par la manière dont elle se raconte. En un moment, chacun sut que Lucien avait été surpris aux genoux de Nais. M. de Chandour, heureux de l'importance que lui donnait cette affaire, alla d'abord raconter le grand événement au cercle, puis dans maison en maison. Châtelat s'empressa de dire partout qu'il n'avait rien vu ; mais en se mettant ainsi en dehors du fait, il excitait Stanislas à parler, il lui faisait échier sur les détails ; et Stanislas, se trouvant spirituel, en ajoutait de nouveaux à chaque récit. Le soir, la société afflue chez Amélie ; car, le soir, les versions les plus exagérées circulaient dans l'Angoulême noble, où chaque narrateur avait imité Stanislas. Femmes et hommes étaient impatients de connaître la vérité. Les femmes qui se voilaient la face en criant le plus au scandale, à la perversité, étaient précisément Amélie, Zéphirine, Fifine, Lolotte, qui toutes étaient plus ou moins grevées de honneurs illégitimes. Le cruel thème se variait sur tous les tons.

— Eh bien, disait l'une, cette pauvre Nais, vous savez ? Moi, je ne la crois pas, elle a devant elle toute une vie irréprochable ; elle est beaucoup trop fière pour être autre chose que la protectrice de M. Chardou. Mais, si cela est, je la plains de tout mon cœur.

— Elle est d'autant plus à plaindre qu'elle se donne un ridicule affreux ; car elle pourrait être la mère de M. Lulu, comme

En lisant les autres...

Il demandent Poincaré

De la Liberté :

La Conférence internationale, actuellement réunie à Londres, discute et cherche à mettre en œuvre un plan dont le but avoué, officiel, est le relèvement financier de l'Allemagne. Pour souscrire à un emprunt de 800 millions de marks-or, qui servira à l'assassinat monétaire du Reich, les mandataires des prêtres éventuels « exigent » que la France accorde à l'Allemagne un moratorium de cinq ans, réduise ce qui lui reste de sa créance de plus de 50 pour cent, enfin s'engage à évacuer immédiatement la Ruhr. Ils exigent même des prêtres éventuels, qui seraient peut-être des lemens ou des Germains-Américains, que la France s'interdise pour l'avoir de pratiquer sans leur consentement, tout acte de coercition au cas où l'Allemagne servirait de nouveau défaillance.

Devant tout d'audace, on croit rêver. Se peut-il que en deux mois nous soyons arrivés là ? Nos alliés nous offrent-ils, au moins, en échange de paroles sacrificielles, une réduction de leurs créances, une garantie pour les sommes que l'Allemagne nous doit, un pacte de garantie pour remplacer la sécurité que nous valait l'occupation de la Ruhr ?

Non, rien de tout cela. Ces sacrifices, qui risquent de livrer la France appauvrie à la concurrence britannique et aux menaces d'invasion allemande rapidement réinstituée, nous sont demandés aujourd'hui, nous sommes de main-piétre imposés en faveur du Reich seul, et afin que ses amis et ses nationaux lui fassent confiance sans inquiétude et sans risque.

Il y a un an, les Allemands se plaignaient de n'avoir pas à la tête de leurs pays un chef qui fut la hantise des événements.

— Ah ! disaient-ils, avec un sentiment d'admiration qui n'excluait pas la haine, si nous avions un Poincaré...

— Hélas ! dirons-nous aujourd'hui, si nous avions encore un Poincaré...

Et bien, il n'y a qu'à aller le chercher ce Poincaré et le remettre à notre tête. Il saura très bien nous contenter en nous donnant à nouveau une bonne petite guerre comme celle de 1914-18. Cependant, il faudrait que les guerriers en chambre de la *Liberté* qui réclament leur Poincaré fassent partie des premières vagues d'assaut. Leur bellicisme tomberait aussitôt.

Pendant que les esclaves se déchirent

Dans *Paris-Soir*, un rédacteur du nom de Sirius, avec beaucoup d'humour, nous montre le crétinisme des troupes politiques et le prodigieux amusement et la crise de rigolade auxquels se livrent leurs batailles. Ce Sirius doit être un ancien fidèle du temple orthodoxe, car il connaît merveilleusement le milieu moscovite.

Comment ne voient-ils pas que les dictateurs de Moscou sont du dernier fil avec le dictateur Romain ? Comment ne savent-ils pas que l'empereur de Russie n'a pas été assassiné par Mussolini ? Comment n'observent-ils pas que les Mattozetti ? Comment n'observent-ils pas que les Mac Donald, n'ont pas une seule ligne désobligante pour Mussolini ?

Ainsi, pendant que les troupes emportées par leur zèle foncent sur l'ennemi, les chefs deviennent paisiblement devant une table bien garnie et, au dessert, probablement trinquent à la stupidité incurable des foules.

Les dictateurs mangent ensemble, mais ne se mangent pas entre eux.

La comédie vaut son pesant de rouilles.

Pauvres folles révolutionnaires ! pauvres hommes qui s'imaginent avoir accompli un miracle, le jour où ils ont poussé au pouvoir, par la violence et par le sacrifice, une bande nouvelle d'apôtres et de chambardeurs.

Et cela me rappelle le récit que m'offrait, dernièrement, un ami, grand voyageur devant l'Éternel (il venait de loin et pouvait mentir) : « En Chine, m'affirmait-il, la révolution a été faite avec le consentement de l'empereur. J'ai pu lire, un peu partout dans les villes et les plus humbles bourgs, l'avis précieux que voici : « Avec la permission du Fils du Ciel, la République est proclamée dans l'Empire ! » Délicieux, hein ? Mais en Mosc

L'Action et la Pensée des Travailleurs

APRÈS LE CONGRES DE LA VI^e RÉGION

Chivalié est désavoué par la C. G. T. U.

A la C. E. confédérale

Le Congrès de la VI^e Région confédérale, tenu à Saint-Brieuc le 13 juillet, a eu son écho devant la Commission exécutive de la C. G. T. U., dans sa réunion du 23 juillet. Voici le passage du compte-rendu officiel qui a trait à la sixième Région :

Sixies des organisations qui ont marqué le congrès de la sixième Région, le 13 juillet, à Saint-Brieuc, après avoir délibéré sur le compte rendu de son délégué et les communications transmises, la C. E. arrête les décisions susceptibles de mettre fin à ce regrettable conflit. Elles seront portées, par voie de circulaire, à la connaissance des organisations unitaires de la région qui seront appelées à assurer leur représentation à un nouveau congrès convoqué sous l'égide de la C. G. T. U.

En termes voilés, comme cela se pratiquait dans les hautes sphères et dans les chancelleries, la C. E. annule ce pseudo-congrès du 13 juillet, que Chivalié avait pourtant annoncé tapageusement comme une victoire de Moscou sur les anarchosyndicalistes. Le succès de Marius est donc contesté et soumis à une nouvelle épreuve.

La C. E. a surtout été touchée par l'article sérieux et pondéré de Jean Corneec publié dans le *Libertaire*, en réponse aux cocoricos poussés par Chivalié dans la *Vie Ouvrière*. On se rappelle que Corneec avait démontré le rôle tendancieux du délégué confédéral. La C. E. a du reconnaître que Chivalié n'avait rien fait pour apaiser le conflit, et que dans son zèle majoritaire, il avait mis du pétrole sur le feu.

Ainsi donc, la C. E. organise elle-même un nouveau congrès où elle espère dominer le Syndicalisme en Bretagne, mais avec des moyens moins criards que ceux employés par le maladroit Marius. Nous verrons bien si les militants de la sixième Région se laisseront ainsi juguler par les nourrissons de la capitale.

Ce qui a impressionné également la C. E. confédérale, c'est que la Bretagne syndicaliste manifestait des sentiments d'autonomie. Des bruits ridicules sur la constitution d'une *Congrégation arménienne du Travail* circulaient avec insisté dans l'impassé *Chauçon*, et cela effrayait les permanents. Le mouvement communiste dans les syndicats bâtons n'existe que dans le tam tam fait par une feuille orthodoxe dirigée par Mme Louis Bodin, et par le pensionnaire Bazin, deux représentants qualifiés du monde ouvrier.

Le congrès de Saint-Brieuc est donc annulé, et, implicitement, Chivalié est désavoué. Il a même été dit, sur la proposition de Barrar, qu'il n'irait plus en délégué, car il fait sauver les derniers cotisants. Attendons le prochain congrès.

PETITBRETON.

Mise au point

L'insulteur de notre camarade Marie Guillot a, dans la dernière V. O., fait un compte-rendu si fantaisiste du deuxième congrès de notre Union Régionale, que nous nous devons de mettre au point les allégations mensongères de ce peu scrupuleux délégué.

Tout d'abord, il est vrai que Martin, prenant la parole la veille du congrès, réclama l'amnistie internationale. Et il est beau de voir nos farouches orthodoxes exiger des gouvernements bourgeois une amnistie des plus larges, alors qu'en Russie, il n'en serait pas question !

A la séance du congrès, agissant selon les instructions reçues la veille, Chivalié voulut imposer à tous les délégués sa dictature flicleuse. La commission de vérification des mandats en réservait quatre qui étaient : cheminots de Saint-Brieuc, cheminots de Mayenne, cheminots de Rennes, cheminots de Dinan. Le délégué de ce dernier syndicat n'avait pas de mandat, et il voulait en fabriquer un le soir à sept heures. L'ambeulement de Rennes, contesté à l'unanimité de la commission, n'avait pas trois mois d'adhésion. Les cheminots de Saint-Brieuc et de Mayenne ne s'étaient pas conformés aux décisions prises le 6 janvier dernier par la C. E. de l'U. R., disant que le *Syndicaliste de l'Ouest* est obligatoire.

Chivalié vient dire dans la V. O. que ces décisions furent prises à la veille du congrès. Nous pouvons communiquer à ce hérétique mante la copie du procès-verbal et le journal du 1^{er} février dernier. C'était même une proposition de Devenson, communiste de la Mayenne, et qui fut adoptée à l'unanimité de la C. E.

L'homme prodiguant les insultes à bon compte et qui prétend avoir le sens de la compréhension, s'est mis le doigt dans le... Trente. « Chinois », va !

Gouzien déposa une motion pour le respect des statuts. Les instituteurs de la Mayenne, ou plutôt celui qui avait leur mandat, en déposa une autre reniant les décisions du congrès et de la C. C. de l'U. D.

Tous les syndicats votèrent, même l'ambeulement de Rennes, qui avait vu son mandat déclaré par la commission, et aussi par l'unanimité du congrès.

Et c'est ainsi que vingt-sept syndicats, et non vingt-sept délégués, encasillèrent l'unkase moscovite, alors que dix-huit syndicats se prononçaient pour le respect des statuts et des décisions prises par la C. E. de l'U. R.

Le groupe syndicaliste quitta la salle. Ensuite Marius développa la tactique qu'il fallait prendre vis-à-vis des absents. Une commission que Chivalié dénomma « pour l'unité » fut nommée et s'en fut « chapeau bas » à la recherche des fugitifs. Ses membres voulaient se rendre historiques et remplacer les bourgeois à Calais. Cette commission vint nous dire que la

motion des instituteurs de la Mayenne était retrice : ce qui revenait à dire que la motion Gouzien subsistait seule. A cette condition, nous avons repris contact avec les moustacoués.

C'est alors que le bizarre délégué confédéral, après que le camarade Corneec eut situés les deux points de vue, lança à l'égard de celui-ci une gourjaterie qui n'a son égale que celle adressée jadis à Marie Guillot par le même individu. Une seconde fois, les politiciens veulent encore violer les statuts et renier leurs déclarations. Ils refuseront même de mettre aux voix, un ordre du jour du camarade Lagain, des instituteurs des Côtes-du-Nord, demandant le respect des statuts. Les syndicalistes quitteront à nouveau le congrès, cette fois pour bon, laissant aux sous-diacres du P. C. toute la responsabilité des événements de ce soi-disant congrès.

Quelques lignes sautées ont dénaturé le sens du communiqué paru dans le *Libertaire* d'hier. Il faut rétablir ainsi le premier paragraphe :

« La question de la fusion des deux Unions départementales de la Seine et de Seine-et-Oise a été résolue par l'affirmative au dernier congrès de l'U.D. de Seine-et-Oise. Elle doit venir en discussion au Comité général de l'U.D. de la Seine, le 30 juillet prochain. »

EN CINQ SEC

Le Grand Soir approche. Différents indices en témoignent. Ce ne sera peut-être pas le G. S. prévu au programme bolchéviste et breveté par le Kremlin. Néanmoins les temps nouveaux sont proches. Jugez-en. Alors que les cheminots d'opérette Sé-mard et Monmousseau s'éloignent sans regret de la voie lactée, voici qu'un seul bourgeois, qui aggrave son cas comme ministre du bloc des gauches, le ci-devant Peyrat, successeur de Le Trocquer, s'habille en toile bleue et monte sur la locomotive du rapide 32 pour voir si les signaux fonctionnent.

Pendant que les hommes-sandwichs du Bloc ouvrier et paysan s'usent les genoux sur les marches du Pouvoir dans le fol espoir d'arriver au faîte, les radicaux descendant théâtralement vers le prolétariat.

Un autre ministre, celui de l'instruction publique, prend un simple instituteur de village dans ses bureaux, voulant être entouré de toutes les catégories du personnel enseignant.

Et pendant ce temps-là, Poisson et Jouhaux font la fausse manœuvre de se retirer du Comité supérieur de l'Industrie. Nous osons espérer que c'est un faux départ.

Si les réformistes perdent du temps à pratiquer la collaboration, ils vont trouver les places occupées par les communistes. Et quand un ortho est installé... c'est pour longtemps.

Dimanche, à la manifestation, le P. C. Français sortait le drapeau offert par Moscou. Il est aussi lourd, paraît-il, que les responsabilités de Cachin pendant la guerre. Il fut d'abord porté par Sémaré, qui est maintenant secrétaire général du P. C., et ensuite par Chivalié, qui est désigné par l'Humanité comme secrétaire général (!) de la C. G. T. U.

Les porte-drapeaux, on le voit, étaient des hommes de premier choix. Sémaré, qui saute d'un biberon à l'autre, ne voulait pas se syndiquer de peur de perdre sa place. Il vint au syndicalisme pour la sincérité. L'ancien adjudant de « génie » Chivalié est dans son rôle. Il a l'habitude. C'est lui qui portait déjà le drapeau du régiment.

Allons, le drapeau rouge était en bonne mains !

De Passy à Auteuil, il n'y a qu'un pas. Quelques manifestants, à force de crier, étaient essoufflés. Ils eurent l'idée d'aller se refaire les poumons à l'Inhalatorium du docteur Arnould.

Un autre groupe voulait aller acclamer « bienfaiteur du prolétariat ».

Des mécontents parlaient d'aller réclamer les 55.000 francs de l'Union des Syndicats.

Faute de pouvoir faire le front unique sur ce grave sujet, aucune action d'ensemble ne peut être projetée.

Qui qui est chaud à ce propos, ce fut le « juteux » porte-drapeau, Marius. On l'entendit dire :

« C'est toujours quand c'est de Raynand est absent qu'ils veulent faire des trucs comme ça. C'est toujours moi qui est « bonard ».

Le mouvement de masse s'est bien passé dimanche, suivant les formes légales pré-

DANS LES ABATOIRS

Une réponse

À la suite d'une réunion tenue à Aubervilliers pour recruter les ouvriers boyau-diers d'usine, des autorités communales ont insinué en catimini que « Langlois avait été balancé du syndicat pour avoir renouvelé sa veste ».

Voilà comment les orthodoxes de la religion nouvelle opèrent.

En outre, le mercredi 23 juillet, salle Bonny, dans une thèse remarquable, le comblé et rusé Boville, d'une façon non compromettante pour lui, raconta que mes cabacées étaient cause du non-fonctionnement de l'organisation des Abattoirs.

Je ferai remarquer à cette Jeune Etoile moscovite que, lorsque j'étais au secrétariat du P. C., car tout s'était bien passé sans incident. Un vieux sergent sympathisant résuma la journée de façon pittoresque.

— Ça me plaît, des manifestations comme ça ! C'est l'amusement des enfants et la tranquillité des agents.

On gagne à se connaître. Policiers et communistes finiront bien par s'entendre. On l'a bien déjà fait à la « Famille Nouvelle ».

Evidemment.

Le Cartel Unitaire des Services Publics fait comme le Cartel... confédéré. Il lui faut des politiciens pour faire aboutir les revendications syndicales.

C'est ainsi qu'il a tenu hier soir un meeting pour les 1.800 francs, avec le concours du député Piequemal et du conseiller Midol, deux arrivés pour la question des salaires est résolue.

La conclusion que je tirerais de ces deux cas est simple, c'est que messieurs les politiciens du P. C. font un bien vilain travail en calomniant ou en laissant calomnier un adversaire d'idée. Triste époque !

LANGLOIS.

P. S. — Boville ne peut nier sa critique, vu qu'assorti faita, je lui fis remarquer que le pourrais, en l'absence de Langlois, lui répondre sur cette question, mais que je laissais à ce dernier le soin de mieux répondre.

MINORITE SYNDICALISTE DE LA SEINE

La fusion des deux U. D.

Quelques lignes sautées ont dénaturé le sens du communiqué paru dans le *Libertaire* d'hier. Il faut rétablir ainsi le premier paragraphe :

« La question de la fusion des deux Unions départementales de la Seine et de Seine-et-Oise a été résolue par l'affirmative au dernier congrès de l'U.D. de Seine-et-Oise. Elle doit venir en discussion au Comité général de l'U.D. de la Seine, le 30 juillet prochain. »

EN CINQ SEC

Le Grand Soir approche. Différents indices en témoignent. Ce ne sera peut-être pas le G. S. prévu au programme bolchéviste et breveté par le Kremlin. Néanmoins les temps nouveaux sont proches. Jugez-en. Alors que les cheminots d'opérette Sé-mard et Monmousseau s'éloignent sans regret de la voie lactée, voici qu'un seul bourgeois, qui aggrave son cas comme ministre du bloc des gauches, le ci-devant Peyrat, successeur de Le Trocquer, s'habille en toile bleue et monte sur la locomotive du rapide 32 pour voir si les signaux fonctionnent.

Pendant que les hommes-sandwichs du Bloc ouvrier et paysan s'usent les genoux sur les marches du Pouvoir dans le fol espoir d'arriver au faîte, les radicaux descendant théâtralement vers le prolétariat.

Un autre ministre, celui de l'instruction publique, prend un simple instituteur de village dans ses bureaux, voulant être entouré de toutes les catégories du personnel enseignant.

Et pendant ce temps-là, Poisson et Jouhaux font la fausse manœuvre de se retirer du Comité supérieur de l'Industrie. Nous osons espérer que c'est un faux départ.

Si les réformistes perdent du temps à pratiquer la collaboration, ils vont trouver les places occupées par les communistes. Et quand un ortho est installé... c'est pour longtemps.

Nos patrons, se contentent de piller le coffre de la ville pour satisfaire leurs appétits insatiables et spéculent en plus sur toutes les adjudications qui sont données. Ils demandent des augmentations variant de 100 à 150 % ; devant des faits aussi scandaleux, il est de notre devoir de protester et de nous faire respecter.

Camarades, assez de concessions, assez de paraboles. Pour aboutir, passons aux actes.

A cet effet, vous aurez à cœur d'être présents jeudi 31 juillet, salle Barrer, où vous pourrez affirmer votre volonté de vaincre, et clamer votre dégoût face à vos exploiteurs.

Camarades, tous au meeting !

Travail, salle des Commissions, premier étage.

Causerie par le camarade Coussinel.

Que tous soient présents.

Union Syndicale Autonome de la Gironde

Le travail de préparation, des statuts, résolution, adhésions étant terminée, la Commission d'initiative a cru devoir prendre la décision de former son bureau provisoire qui est composé de la façon suivante :

Secrétaire général : Edmond Dagnessé.

Secrétaire adjoint de l'U. S. A. et secrétaire section Métaux : Lauga.

Secrétaire adjoint de l'U. S. A. et secrétaire section Bâtiment : Laussucq.

Tresorier : Lapointe.

Tresorier adjoint : Gatineau.

Bibliothécaire : Georges Richard.

Archiviste : Tannion.

Les adhésions sont reçues par les secrétaires de sections.

Mercredi, à 20 h. 30, au bar du Musée, cours d'Albret, réunion du Comité Central. Présence indispensable.

Les partisans de l'U. S. A. sont invités, il leur sera donné tout renseignement utile.

DANS LE S. U. B.

CHARPENTIERS EN BOIS. — Réunion du Conseil démain mercredi, à 18 heures, bureau 13, 4^e étage, Bourse du Travail.

Les militants de la Section sont priés d'être présents.

CHARPENTIERS EN FER. — Réunion du Conseil et des délégués de chantier ce soir, à 18 heures, avenue Mathurin-Moreau, 8. Présence du tout indispensable. Les compagnons du chantier Saint-Charles de la maison Lapeyre, sont priés également d'être présents. Une question importante les intéresse.

Nous rappelons à tous que la maison Hamet n'ayant pas encore voulu discuter, l'index de ses chantiers continue.

Les détenteurs de listes de souscription pour la grève des plombiers-poseurs et les possesseurs de cartes de collecteurs sont priés de les faire rentrer dans le plus bref délai. Le Comité de grève se réunira jeudi 31, à 18 heures.

SERRURERIE. — Nécrologie :

Nous apprenons le décès de la mère de notre camarade Frambouy. A sa famille épouse, nous envoyons toutes nos condoléances.

Les camarades disponibles sont invités à se rendre aux obsèques qui auront lieu mercredi 30 juillet, à 8 heures du matin, à l'hôpital de Versailles.

La Vie de l'Union Anarchiste

Paris et Banlieue

Ce soir, à 20 h. 30, Maison Commune, 49, rue de Béthune, réunion du Comité d'initiative de l'U. A. Que tous les délégués proposés à la dernière assemblée générale soient présents.